



UAWC choquée et attristée par la décision du gouvernement des Pays-Bas de cesser son financement

Description

Le 5 janvier 2022, par l'Union des Comités du Travail Agricole (UAWC)

اتحاد لجان العمل الزراعي
Union of Agricultural Workers

L'Union des Comités du Travail Agricole (UAWC) est choquée et attristée par la décision du gouvernement des Pays-Bas de cesser son financement à UAWC. Par cette décision dramatique, le gouvernement néerlandais abandonne pas seulement UAWC mais la société civile palestinienne au sens large.

C'est la première fois qu'un gouvernement arrête de financer la société civile palestinienne sur la base de conditionnalités politiques. En agissant ainsi, les Pays-Bas ternissent leur réputation de donateur fiable et leur statut de pays animé par des valeurs, qui préserve et promeut le droit international.

Le ministre néerlandais des affaires étrangères a annoncé sa décision aujourd'hui, à la suite d'une suspension depuis 18 mois qui a gravement nui à notre organisation, à nos projets et bénévoles. Cela a aussi soumis UAWC à une enquête externe, qui a pesé sur notre organisation tout au long de 2021.

Dans le but, cette enquête a été motivée politiquement et a répondu à une pression exercée par le gouvernement israélien et par des organisations mal intentionnées qui lui sont

liées. Alors que l'enquête a été déclenchée par un incident, à savoir l'arrestation de deux anciens employés de UAWC soupçonnés par les autorités israéliennes d'avoir été impliqués dans une attaque, le gouvernement néerlandais a eu recours à un questionnaire vaste et général de recherche pour identifier tous les « possibles liens entre UAWC et le FPLP ».

Notre travail stratégique visant à protéger la terre palestinienne menacée d'annexion par Israël a fait de UAWC une cible depuis nombre d'années, de campagnes de dénigrement tentant d'associer notre organisation au FPLP. Alors que nous nous préoccupons par la possibilité que l'enquête néerlandaise nourrisse de telles campagnes, nous avons décidé sans attendre de coopérer avec elle, sur la base de notre confiance dans le gouvernement néerlandais, qui est un donateur de premier plan pour UAWC depuis 2013.

Comme cela a été confirmé par le gouvernement néerlandais dans sa [lettre](#) d'aujourd'hui, au parlement des Pays-Bas, cette enquête, conduite par le bureau *Proximities Risk Consultancy*,

- n'a pas trouvé de flux financiers entre UAWC et le FPLP
- n'a pas trouvé d'indications d'une unité organisationnelle entre UAWC et le FPLP
- n'a pas trouvé d'indications de direction d'UAWC par le FPLP
- n'a pas trouvé de liens entre UAWC et la branche armée du FPLP
- n'a pas trouvé d'indication selon lesquelles des membres du bureau auraient utilisé leur position dans UAWC pour des buts terroristes.

De plus, le ministre néerlandais des affaires étrangères a déclaré que la recherche de *Proximities* n'apporte pas de base permettant de conclure à quelque lien organisationnel que ce soit de UAWC avec le FPLP.

Tous ces résultats prouvent le statut et l'existence de UAWC comme ceux d'une organisation indépendante qui n'a d'affiliation politique ou religieuse avec aucun parti politique ou organisation.

Il est choquant et profondément troublant que le gouvernement néerlandais décide cependant de mettre fin à son financement d'UAWC. Il l'a fait sur la base d'un certain nombre de « liens individuels » identifiés par *Proximities* à l'attribution de liens à titre privé entre des membres du bureau et du personnel de UAWC avec le FPLP.

Lorsque le gouvernement néerlandais a annoncé son enquête, nous avons immédiatement déclaré que nous opposons une claire objection à ce qu'elle s'étende aux individus. Sur la base du droit palestinien et des normes de base des droits fondamentaux, UAWC ne peut (et ne veut) interférer avec les opinions et affiliations politiques de ses employés et membres dirigeants. Comme cela a aussi été confirmé par *Proximities*, UAWC détient et applique une solide politique visant à préserver son indépendance organisationnelle et sa neutralité politique dans les limites établies par le droit palestinien et les droits humains.

L'enquête de *Proximities* est caractérisée par un manque de transparence spectaculaire. Nous n'avons appris qu'à un stade avancé que des membres dirigeants et employés de UAWC y avaient été inclus. Parmi les éléments établis par *Proximities*, nous avons trouvé

de multiples inexactitudes factuelles, dont plusieurs fausses identités, dont nous avons fait état. Il n'est pas clair pour nous si ces corrections ont été portées, et de quelle manière, sur le rapport final soumis par *Proximities* au ministère néerlandais des affaires étrangères.

Nous sommes choqués que le gouvernement néerlandais ait cessé de financer une organisation majeure de la société civile palestinienne et partenaire de longue date comme UAWC, sur la base d'allégations de liens individuels semblables aux allégations toxiques de groupes israéliens comme NGO Monitor. Cette décision est aussi en contradiction avec la lettre et l'esprit des assurances que l'Union Européenne a fournies à la société civile palestinienne, par sa lettre de clarification de mars 2020 adressée à PNGO selon laquelle « elle ne demande aucune organisation de la société civile de discriminer quelque personne que ce soit sur la base de son affiliation politique ».

Après de nombreuses années de coopération dans la proximité et l'engagement, la décision du gouvernement néerlandais de cesser de financer UAWC semble apparente à une rupture de confiance susceptible d'avoir des retentissements bien au-delà de notre organisation. Elle intervient à un moment où la société civile palestinienne est sous le coup d'une attaque sans précédent.

Le gouvernement israélien prendra la décision de poursuivre l'escalade de son attaque d'envergure contre la société civile palestinienne, après avoir déclaré organisations terroristes en octobre dernier six ONG palestiniennes. La décision illégitime et encourage plus particulièrement la tactique israélienne d'attaque des ONG palestiniennes par des allégations d'affiliations politiques de leurs dirigeants et employés. Tout cela détourne l'attention internationale du volet de la confiscation par Israël de davantage de terre palestinienne et de sa brutale répression sur le peuple palestinien qui vit sous occupation militaire.

Nous sommes particulièrement attristés par le fait que le processus qui a conduit à la décision d'aujourd'hui a été engagé par Sigrid Kaag, la ministre du Développement Néerlandais, qui a constaté la pertinence de notre action et la vitalité de UAWC au cours de sa visite en Cisjordanie en février 2020. Personne ne comprend le contexte en Palestine et les implications de la décision du gouvernement néerlandais mieux que Madame Kaag.

Nous allons examiner les mesures juridiques permettant de contester la décision du gouvernement néerlandais nuisible et injuste de ce jour, qui ne repose pas sur des raisons valables.

Dans ce moment critique, nous en appelons à d'autres donateurs pour qu'ils maintiennent et accroissent leur soutien à UAWC et à toutes les organisations de la société civile palestinienne. Ne nous abandonnez pas.

Traduction SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [UAWC](#)

date créée
2022/01/10